

# Le travail des enfants et la responsabilité sociale des entreprises : le projet commun de l'UNICEF et d'IKEA pour lutter contre le travail des enfants

On estime à 14% le pourcentage en Inde des enfants de 5 à 14 ans exerçant une activité économique, notamment dans le secteur de la manufacture, où ils produisent pour le compte de multinationales des marchandises souvent bon marché destinées à l'exportation. La plupart de ces enfants sont employés dans le secteur informel, généralement dans des ateliers familiaux de sous-traitance, échappant ainsi largement au contrôle des institutions.

Quelles sont les conséquences pour ces grands groupes et la main d'œuvre enfantine qu'ils emploient indirectement ? Dès le début des années 1990, certaines multinationales ont commencé à introduire dans leurs codes de conduite des politiques visant à combattre le travail des enfants. L'exemple d'IKEA, le géant du meublement, qui conçoit, fabrique et commercialise du mobilier d'intérieur, montre qu'il est tout à fait possible pour une entreprise du secteur privé de concilier l'éthique et le profit dans des pays en développement, en se conformant à la Convention relative aux droits de l'enfant.

Pour s'assurer qu'à aucun niveau de sa chaîne d'approvisionnement il ne soit fait recours à de la main-d'œuvre enfantine, IKEA a tout spécialement créé la « Politique d'IKEA en matière de prévention du travail des enfants (IWAY) », un code de conduite qui s'applique à tous ses fournisseurs. Le code exige des fournisseurs qu'ils reconnaissent la Convention relative aux droits de l'enfant. En outre, pour garantir le respect de ce règlement, des employés d'IKEA se rendent régulièrement sur place pour des visites d'inspection dans le but de s'assurer que les usines de production n'emploient aucun enfant. A cela s'ajoutent au moins une fois par an les visites surprises d'auditeurs indépendants. En conséquence, les fournisseurs locaux cherchant à obtenir des contrats avec IKEA doivent se conformer aux codes de conduite de l'entreprise, qui s'inspirent des réglementations locales et nationales en matière de travail des enfants et d'âge minimum légal.

L'UNICEF et IKEA se sont associés pour imposer ce code de conduite dans l'Etat indien de l'Uttar Pradesh.

En 2000, l'UNICEF a élaboré la phase 1 du projet Bal Adhikar-IKEA, qui couvre 200 des villages où est actuellement implantée la production des tapis commercialisés par IKEA. L'Uttar Pradesh concentrerait 15% de la main-d'œuvre enfantine du pays. Parmi ces enfants, nombreux sont ceux qui sont employés dans le secteur informel et qui travaillent chez eux ou dans des ateliers familiaux. L'industrie du tapis de l'Uttar Pradesh représente environ 85% des exportations de tapis de l'Inde et est extrêmement décentralisée. De fait, les ateliers familiaux isolés les uns des autres constituent le gros de la main-d'œuvre du secteur.

Le nombre de villages couverts par le projet a été porté par la suite à 500. La campagne part du principe qu'il ne suffit pas d'enlever un enfant d'un atelier ou de rompre un contrat avec une multinationale pour éradiquer le travail des enfants, car ils trouveraient vite un nouvel employeur. L'approche adoptée ici consiste plutôt à s'attaquer aux racines du problème, à savoir le fléau de la servitude pour dettes dans les communautés isolées,

l'ONUSIDA et la Kaiser Family Foundation, invite la presse télévisée et la radio à lutter contre le VIH/SIDA en lançant des messages sur la pandémie pendant leurs émissions de courte et de longue durée<sup>37</sup>. Plus de 20 responsables de grands médias dans le monde ont adhéré à cette initiative et se sont engagés à donner au public de meilleures connaissances et une meilleure compréhension du VIH/SIDA.

Internet offre des ressources que les organisations nationales et internationales, les ONG et d'autres organismes exploitent pour mettre en avant la situation des groupes d'enfants exclus et invisibles, et promouvoir des partenariats et des initiatives en faveur de leurs droits. Le AIDS Media Center, entre autres, est un centre de ressources sur Internet destiné aux professionnels des médias. Il contient des articles non publiés, des coordonnées, des documents d'intérêt général

et du matériel multimédias qui facilitent le dialogue entre professionnels. Le Best Practice Media Resource Centre and Database qui est actuellement en train d'être créé par le World Service Trust de la British Broadcasting Corporation (BBC) fournit des matériels et des formations sur le VIH/SIDA à l'usage des médias. La BBC est aussi l'un des rares radiodiffuseurs internationaux à avoir une section régulièrement mise à jour consacrée aux droits et aux problèmes des enfants sur son site Internet.

## Le secteur privé

Les entreprises du secteur privé, y compris les organisations professionnelles, les chambres de commerce et d'autres membres de la communauté des affaires, ont aussi un rôle important à jouer pour inclure les enfants. Elles y contribuent, en qualité de partenaires, en instaurant un

du chômage qui touche les adultes, de la pauvreté et à défendre le droit des enfants à un enseignement élémentaire de qualité.

Dans cette perspective, IKEA et l'UNICEF ont adopté une stratégie à deux volets qui a pour cible à la fois les enfants qui travaillent et leurs familles. Ainsi, le projet prévoit que les femmes de la communauté se chargent de mettre sur pied des groupes d'auto-assistance exclusivement féminins. Les villages couverts par la phase 1 comprennent 430 groupes de ce type qui réunissent en tout 5 600 femmes et qui parviennent à économiser 3 700 dollars américains par mois. Cet argent permet aux femmes de se libérer des taux d'intérêts abusifs que pratiquent les prêteurs locaux. Comme les familles disposent dorénavant de leurs propres fonds, elles ne sont plus obligées de recourir aux services d'usuriers sans scrupules pour s'acheter des médicaments, offrir une éducation à leurs enfants, financer un mariage ou monter leurs propres affaires. Si ces familles sortent de la spirale de l'endettement, elles auront moins tendance à mettre leurs enfants au travail. Des campa-

gnes de scolarisation et des centres d'enseignement alternatifs sont créés pour permettre aux enfants d'accéder à un enseignement. Une enquête ayant recouru au porte à porte a évalué à 75 000 le nombre d'enfants de 8 à 13 ans qui n'allaient pas à l'école et qui ont réintégré le système éducatif classique grâce à ces campagnes annuelles.

Ces centres d'enseignement alternatif constituent une stratégie à part entière destinée aux enfants exclus, notamment aux 8 à 13 ans. Cent trois centres d'enseignement alternatif ont ainsi ouvert leurs portes dans les villages de la phase 1 afin de permettre à ces enfants de réintégrer in fine le système d'enseignement classique. On estime à 6 300 le nombre d'enfants qu'ils ont accueillis depuis leur ouverture. En juin 2005, 4 980 d'entre eux avaient déjà décroché un diplôme dans l'enseignement classique. Actuellement, des efforts sont faits pour créer des centres d'enseignement alternatif dans 300 villages supplémentaires. Vers la mi-2002, IKEA, qui finançait déjà le projet Bal Adhikar-IKEA de lutte contre le travail des enfants dans deux divisions du

district de Jaunpur, dans l'Est de l'Uttar Pradesh, a décidé d'élargir son action et d'y inclure la vaccination de tous les nourrissons et de toutes les femmes enceintes des 21 divisions du district. Son objectif est d'immuniser au moins 80% des femmes et des enfants de Jaunpur avant 2007 et de faire en sorte que ces bons résultats soient maintenus après son départ.

Cette campagne supplémentaire d'IKEA pour la vaccination de routine a permis d'immuniser, sur l'ensemble de la population concernée, 52 558 nourrissons et 56 407 femmes enceintes dans sept divisions du district de Jaunpur, qui comprennent 1 126 villages. Cette campagne de vaccination de routine, qui bénéficie du soutien du gouvernement de l'Uttar Pradesh, devrait s'étendre progressivement aux 14 divisions restantes au cours des quatre années du projet.

*Voir Références, page 93-94.*

climat protecteur pour les enfants et en garantissant que leurs activités ne comportent aucun danger pour les enfants et n'encouragent pas leur exploitation. Pour ce faire, le secteur privé doit accepter la notion de responsabilité sociale des entreprises, en établissant et faisant respecter des codes de conduite, ainsi qu'en sensibilisant et en formant son personnel.

### **Les entreprises doivent s'assurer que leurs activités ne contribuent jamais à exclure les enfants ou à les rendre invisibles**

De nombreuses sociétés ont récemment accepté d'assumer une forme ou une autre de leur responsabilité sociale d'entreprise, à savoir qu'elles doivent rendre des comptes à toutes les parties prenantes de leurs opérations et de leurs activités, et encourager le développement durable non

seulement dans le domaine économique, mais aussi social et écologique. La publication de rapports sur la responsabilité sociale des entreprises a mis en lumière le travail des enfants et a mobilisé les consommateurs qui ont exigé que l'on mette fin à la violation de leurs droits. Il faut continuer à faire pression pour garantir que les formes dangereuses du travail des enfants sont éliminées, que des pratiques de travail équitables sont mises en œuvre et que les grandes sociétés évitent de faire appel à des sous-traitants pour échapper à leurs responsabilités envers ceux qui génèrent leurs bénéfices.

En avril 2004, la protection des enfants du monde entier a fait un pas de géant lorsque le Code de conduite relatif à la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle dans l'industrie du voyage et du tourisme a été adopté. Ce Code est le fruit d'une collaboration entre

## Coup de projecteur sur des enfants exclus et invisibles

Qui est mieux placé que les réalisateurs pour attirer l'attention du public sur la détresse des enfants exclus et invisibles ? Des cinéastes internationaux de premier plan ont récemment pris conscience de la nécessité de prendre la parole au nom de ces enfants sans voix. Ils ont ainsi réalisé en collaboration avec l'UNICEF, le Programme alimentaire mondial et le Gouvernement italien, sept courts métrages, réunis sous le titre *All the Invisible Children* et présentés lors de la 62<sup>e</sup> Biennale du cinéma de Venise. L'objectif du projet est de sensibiliser l'opinion à la nécessité d'une mobilisation internationale en faveur de la défense des droits des enfants du monde entier.

Les huit réalisateurs qui ont participé à ce projet dépeignent le quotidien d'enfants originaires de différentes régions du globe. Mehdi Charef se penche sur les conditions de vie des enfants au Burkina Faso. Emir Kusturica a tourné son court métrage en Serbie-Monténégro, Spike Lee, aux Etats-Unis, Katia Lund, au Brésil. Jordan Scott et Ridley Scott ont quant à eux choisi le Royaume-Uni, Stefano Veneruso, l'Italie, et John Woo, la Chine. Chacun de ces films a pour thème ces enfants que la pauvreté, la violence, les guerres, l'exclusion, le VIH ou le SIDA ont rendu invisibles.

Trois de ces courts-métrages ont pour décor l'univers des enfants de la rue. Celui de Katia Lund nous présente un frère et une sœur, qui, pour survivre, récupèrent du carton et de la ferraille dans les rues de São Paulo. Les films de Veneruso et de Kusturica, tournés respectivement à Naples et dans la campagne serbe, montrent des enfants qui, pour se nourrir, sont tombés dans l'engrenage du vol. Spike Lee raconte quant à lui l'histoire tragique d'une adolescente séropositive de Brooklyn, victime de la stigmatisation et des

brimades des jeunes de son âge. L'œuvre de Jordan et de Ridley Scott met en scène un photographe de guerre qui tente d'oublier les spectacles épouvantables dont il a été témoin à l'âge adulte en se réfugiant dans ses souvenirs d'enfance. Le court-métrage de Mehdi Charef nous plonge dans le quotidien des enfants soldats, qui sont passés maîtres dans l'art de manier les mitraillettes mais qui manquent désespérément d'amour et d'éducation. La série s'achève sur le court-métrage de John Woo, qui met en parallèle l'existence d'une petite fille riche et d'une petite fille pauvre toutes deux originaires de Chine.

Tous les personnages de *All the Invisible Children* sont les représentants des millions d'enfants sans voix qui demeurent dans l'ombre. A travers eux, ce sont les dizaines de millions d'enfants qui vivent actuellement dans la rue, les centaines de milliers d'enfants pris dans les conflits armés, les plus de deux millions d'enfants de moins de quinze ans qui vivent avec le VIH/SIDA, les millions d'enfants qui sont exclus et que ces facteurs parmi tant d'autres ont rendu invisibles, qui s'expriment. « Dans le monde entier, les enfants sont maltraités et oubliés. Mon espoir, c'est que ce film attirera l'attention sur leur souffrance », affirme Spike Lee.

Comme lui, la réalisatrice Hanna Polak espère que *All the Invisible Children* aboutira à une prise de conscience sur le sort de ces enfants oubliés. Son documentaire, *The Children of Leningradsky*, qui est nommé aux Oscars, explore l'univers des jeunes sans-abri de Moscou, une ville qui compterait entre 25 000 à 30 000 enfants de rue. Ces enfants courent un plus grand risque de sombrer dans l'alcoolisme et la drogue, d'être victimes d'agressions ou de viols, d'être contaminés

par le VIH ou d'être confrontés à la violence et l'exploitation. Hanna Polak pense qu'en racontant leurs histoires, on peut vraiment les aider.

« Sur le plan individuel, c'est tout ce que je peux faire pour eux. A travers ce film, j'espère faire réagir d'autres gens en levant le voile sur les problèmes de ces enfants et leur faisant raconter eux-mêmes leurs histoires, dit-elle. En fait, faire un film sur ce thème est un moyen de leur venir en aide concrètement... Quelquefois on me demande comment je parviens à filmer les aspects les plus pénibles du quotidien de ces enfants. Mais le fait est que ces aspects font partie intégrante de leurs vies. Si on ignore cette réalité, comment peut-on comprendre véritablement la souffrance qu'ils endurent et comment peut-on éprouver l'envie sincère de les aider ? »

En dépit des difficultés qu'elle a rencontrées pour se faire accepter par ces enfants de la rue, cette expérience s'est avérée très enrichissante sur le plan humain et a permis à Hanna Polak de nouer de solides amitiés. L'engagement de la réalisatrice en faveur des enfants se veut à long terme. Elle a ainsi créé *Active Child Aid*, une fondation financée en partie par les recettes du documentaire afin de venir en aide aux centaines d'enfants qui vivent dans la rue.

La plus belle récompense pour Hanna Polak, c'est d'avoir pu montrer aux enfants qu'elle a filmés qu'une autre vie était possible : « Ma plus grande joie, c'est d'avoir fait comprendre à ces enfants que d'autres choix s'offrent à eux et qu'ils ne sont pas condamnés à vivre toute leur vie dans la rue. »

End Child Prostitution, Child Pornography and Trafficking of Children for Sexual Purposes (ECPAT) et des groupes du secteur privé dans l'industrie du tourisme<sup>38</sup>. L'ECPAT est une coalition d'organisations dotée d'un statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social des Nations Unies qui œuvre pour mettre fin à l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. En vertu du Code de conduite, le secteur de l'hôtellerie et du voyage s'engage à établir une déontologie contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, à former son personnel dans les pays où des enfants sont sexuellement exploités et à fournir des informations sur l'exploitation sexuelle des enfants par les voyageurs<sup>39</sup>.

Aux Philippines, l'organisation non gouvernementale Coalition Against Trafficking in Women Asia Pacific se sert de divers outils pédagogiques pour changer les attitudes et les pratiques sexuelles des garçons et des hommes qui encouragent l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants dans les communautés où se pratique la prostitution.

## **La voie à suivre**

Pour faire sortir de l'ombre les enfants invisibles et créer des sociétés ouvertes, tous les membres

de la communauté mondiale – dans leurs multiples rôles – devront s'attacher à ce qu'aucun enfant ne soit oublié. Les organisations internationales, les donateurs, les gouvernements, la société civile, les médias et le secteur privé doivent tous assumer leurs responsabilités en matière d'intégration et de protection des enfants. Les principes de la Convention et les recommandations du Comité des droits de l'enfant doivent être plus systématiquement incorporés aux stratégies de développement.

Les gouvernements doivent s'assurer que leur législation promeut les droits des enfants et que des ressources suffisantes sont affectées à des projets qui garantissent la qualité de vie de la prochaine génération de citoyens, notamment ceux qui n'ont pas pu bénéficier de prestations et de services sociaux. Les organisations de la société civile peuvent servir de forums où peuvent intervenir les personnes directement concernées. Le secteur privé a fait des progrès importants mais ne doit relâcher ni ses efforts ni sa vigilance. Les médias jouent un rôle essentiel en faisant la lumière sur la situation des enfants exclus et invisibles et en incitant chacun à agir. Le respect du point de vue des enfants doit être encouragé dans la famille, à l'école et dans les institutions.